

45872

Distr.
LIMITEE

ECA/IHSD/CAMI.X/BUR/92
Mai 1992

FRANCAIS
Original: Français

COMMISSION ECONOMIQUE
DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

RAPPORT

PREMIERE RÉUNION DES MINISTRES DES PAYS MEMBRES
DU BUREAU DE LA DIXIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE
DES MINISTRES AFRICAINS DE L'INDUSTRIE

Dakar (Sénégal), 11-12 mai 1992

I. INTRODUCTION

1. La première réunion des ministres des pays membres de la dixième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industries (CMAI) a eu lieu à Dakar, Sénégal, du 11 au 12 mai 1992. Elle a été précédée par une réunion préparatoire des experts. L'objet des deux réunions était l'examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie de développement industriel de l'Afrique et d'autres questions découlant des décisions de la 10ème réunion de la CMAI.

2. La réunion a été organisée par le gouvernement du Sénégal, pays qui exerce la présidence du Bureau de la Conférence. Les autres membres du Bureau sont:

Gabon:	Premier Vice-président
République-Unie de Tanzanie:	Deuxième Vice-président
Malawi:	Troisième Vice-président
Algérie:	Rapporteur

3. Les secrétariats de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), ont également collaboré à l'organisation de la réunion.

II. PARTICIPATION

4. Les ministres et représentants des pays suivants membres du Bureau ont participé à la réunion: Sénégal et Algérie. La liste des participants est annexée à ce rapport.

III. OUVERTURE DE LA RÉUNION (premier point de l'ordre du jour)

5. La séance d'ouverture de la première réunion des ministres des pays membres du Bureau de la dixième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie a été présidée par S.E. M. Alassane Dialy N'Diaye, Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat du Sénégal, qui a invité le Directeur général adjoint de l'ONUDI à faire une déclaration au nom des deux secrétariats de l'ONUDI et la CEA.

6. Le Directeur général adjoint de l'ONUDI a, au nom des secrétariats de l'ONUDI et de la CEA, indiqué que des progrès notables ont été réalisés dans la mise en oeuvre du programme de la Décennie et de la Déclaration de Dakar sur la coopération industrielle et l'intégration économique de l'Afrique. Il a cependant souligné que beaucoup d'actions restent à entreprendre aussi bien au niveau des gouvernements qu'à celui des organisations sous-régionales et de la Communauté internationale. Il a souligné

12. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Examen du rapport de la première réunion des experts des pays membres du Bureau de la dixième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie
4. Questions relatives à la 9ème session du Conseil de développement industriel de l'ONUDI
5. Date et lieu de la prochaine réunion du Bureau de la CMAI
6. Clôture de la réunion

Compte rendu des débats

V. EXAMEN DU RAPPORT DES EXPERTS DES PAYS MEMBRES DU BUREAU DE LA DIXIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES MINISTRES AFRICAINS DE L'INDUSTRIE (point 3 de l'ordre du jour)

13. Le rapport des experts des pays membres du Bureau de la dixième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie a été présenté par le Président de la réunion des experts des pays membres du Bureau.

14. Les principaux points qui ont retenu l'attention et qui ont fait l'objet de discussions portaient sur: i) les ressources limitées en provenance de l'ONUDI et de la CEA, en particulier pour financer les activités de soutien aux mécanismes de suivi de la mise en oeuvre du programme de la DDIA; ii) l'utilisation des CIP nationaux pour financer certaines activités de suivi de la mise en oeuvre du programme de la Décennie aux niveaux sous-régional et régional; iii) la désignation des membres du Comité des Dix et iv) la définition de nouveaux mécanismes de promotion de projets compte tenu du désengagement de l'Etat du secteur industriel manufacturier.

15. Le Bureau a adopté le rapport des experts après l'avoir examiné paragraphe par paragraphe et porté des amendements. Le rapport des experts tel qu'approuvé par le Bureau figure en annexe 1 du présent rapport.

16. Les actions entreprises par les secrétariats de la CEA et de l'ONUDI dans le cadre de la mise en oeuvre du programme de la DDIA sont contenues dans les paragraphes 9 à 18 du rapport des experts.

17. Au cours des débats sur les questions relatives au financement des mécanismes de suivi de la mise en oeuvre du programme de la

long terme, et qu'une attention particulière soit accordée à l'Afrique;

c) A niveau de compétence égale, l'Afrique doit s'efforcer de faire en sorte que les experts africains aient la priorité pour la conduite de cette étude en Afrique, et que les postes vacants de Directeur de l'ONUDI en Afrique soient pourvus dans les meilleurs délais.

Date et lieu de la prochaine réunion du Bureau de la CMAI (point 5 de l'ordre du jour)

20. La réunion a décidé que la prochaine réunion du Bureau de la dixième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie (CMAI) aura lieu à Dakar, Sénégal, dans la troisième semaine d'octobre 1992. Elle sera précédée par la première réunion du Comité des Dix.

Clôture de la réunion (point 6 de l'ordre du jour)

21. Le rapport de la réunion ministérielle du Bureau a été présenté par le rapporteur, le représentant de l'Algérie et représentant du Ministre de l'industrie de l'Algérie.

22. Dans ses remarques de fin des travaux de la réunion, le Directeur général adjoint de l'ONUDI s'est félicité du travail positif accompli sous la direction efficace du Président du Bureau de la CMAI. Il a remercié tous les participants pour leur contribution effective aux travaux de la réunion. Le représentant de l'ONUDI s'est réjoui du soutien que le programme de la DDIA rencontre auprès du Président du Bureau de la CMAI et de l'attention continue que les pays africains accordent au programme de la DDIA.

23. Le Directeur général adjoint de l'ONUDI a indiqué que l'ONUDI et la CEA continueront à être les interprètes des pays africains auprès des bailleurs de fonds pour la mobilisation de ressources financières en faveur du programme de la DDIA et a remercié le Président du Bureau de la CMAI de la confiance qu'il a placée en l'ONUDI et la CEA pour soutenir les pays africains dans l'exécution du programme de la DDIA. En retour, il a réaffirmé au Président du Bureau de la CMAI, le soutien continu de l'ONUDI et de la CEA aux efforts des pays africains dans la mise en oeuvre du programme de la deuxième DDIA.

24. Dans son allocution de clôture, le Ministre de l'industrie du commerce et de l'artisanat du Sénégal et Président du Bureau de la dixième réunion de la CMAI, a remercié le Directeur général adjoint de l'ONUDI et le représentant de la CEA, au nom de l'ensemble du Bureau de la dixième CMAI, de leur soutien dans l'élaboration des

Distr.
LIMITEE

ECA/IHSD/CAMI.X/BUR/92
Mai 1992

Original: FRANCAIS
FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE
DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ANNEXE 1

RAPPORT DE LA

PREMIÈRE RÉUNION DES EXPERTS DES PAYS MEMBRES DU
BUREAU DE LA DIXIÈME RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE DES MINISTRES AFRICAINS DE L'INDUSTRIE

Dakar (Sénégal), 8 et 11 mai 1992

I. INTRODUCTION

1. La première réunion des experts des pays membres du Bureau de la dixième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie (CMAI) s'est tenue à Dakar, Sénégal, les 8 et 11 mai 1992. Elle avait pour objet l'examen des progrès réalisés dans le suivi des décisions de la 10ème réunion de la CMAI en particulier celles relatives au programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA-II) ainsi que le fonctionnement du Comité des Dix chargé du suivi de la réalisation de ce programme.

2. La réunion a été organisée à l'initiative du Gouvernement du Sénégal, pays qui exerce la présidence du Bureau de la Conférence. Les autres pays membres du Bureau sont:

Gabon: Premier Vice-président,

République-Unie de Tanzanie: Deuxième Vice-président

Malawi: Troisième Vice-président

Algérie: Rapporteur

Les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'ONUDI ont également collaboré à l'organisation de la réunion.

II. PARTICIPATION

3. Les experts des pays suivants, membres du Bureau participaient à la réunion: Algérie, Gabon et Sénégal. La liste des participants est annexée au présent rapport.

III. OUVERTURE DE LA REUNION (premier point de l'ordre du jour)

Allocution d'ouverture

4. La réunion a été ouverte par M. Souty Touré, Directeur de cabinet du Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat du Sénégal. Dans son allocution d'ouverture, au nom du Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, il a souhaité la bienvenue aux participants. Il a rappelé que la 10ème réunion de la CMAI avait mis l'accent sur la nécessité pour les pays africains et les organisations intergouvernementales africaines de prendre les mesures adéquates pour assurer la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie et donner la priorité à la mobilisation de leurs propres ressources financières en vue de l'exécution et du suivi du programme. Avec la mise en place du Comité de Dix membres chargé du suivi du programme, la réunion des experts devra proposer aux ministres membres du Bureau des mesures concrètes en vue de la mise en oeuvre du programme de la DDIA par les pays africains eux-mêmes. Le représentant du Ministre a conclu en rappelant que la Déclaration de Dakar prônait avec force l'intégration économique

- a. niveau national
- b. niveau sous-régional
- c. niveau régional
- d. date et lieu de la réunion du Comité des Dix

- 5. Questions diverses
- 6. Adoption du rapport et clôture des travaux

V. RAPPORTS INTERIMAIRES DE LA CEA ET DE L'ONUDI (point 3 de l'ordre du jour)

8. Il a été suggéré que le point 5 de l'ordre du jour serait examiné le moment venu, à partir des informations que fournirait l'ONUDI sur la prochaine session du Conseil du développement industriel.

9. Le représentant de la CEA a introduit le rapport intérimaire préparé par la CEA pour la réunion et qui porte essentiellement sur les différentes décisions législatives relatives à la DDIA-II, aussi bien aux Nations Unies qu'à l'ONUDI. Il a donné un bref aperçu des activités entreprises par la CEA dans le cadre de la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique. Il a indiqué que la question de la DDIA-II a été soumise au Conseil économique et social (ECOSOC) en juillet 1991 qui a adopté la résolution 1991/81 avant même la résolution 1(X) de la CMAI. Par ailleurs, le programme a été soumis à la Quatrième session de la Conférence générale de l'ONUDI en novembre 1991, qui l'a adopté par résolution GC.4/8. Cette résolution de l'ONUDI a identifié le programme de la deuxième DDIA en tant que première priorité et confirmé l'allocation d'une somme de 8,6 millions de dollars pour les activités d'appui à l'exécution du programme de la Décennie, pour la période biennale 1992-1993. La résolution faisait également de la mobilisation de ressources et de la coordination des activités des organisations régionales africaines, des aspects importants du programme de la DDIA-II.

10. Suite à la résolution 1991/81 de l'ECOSOC, la CEA a élaboré un projet de budget-programme à l'intention de l'Assemblée générale à sa quarante-sixième session, d'un montant de 1,4 million de dollars dont elle aurait besoin durant le biennium 1992-1993, en plus de son budget régulier, et qui serait exclusivement consacré aux activités d'appui à l'exécution du programme de la deuxième Décennie. Toutefois, l'Assemblée générale n'a alloué à la CEA que 180 000 dollars, ressources très inférieures au montant demandé. Ces ressources sont destinées à l'organisation de quatre réunions sous-régionales de consultation sur les projets sous-régionaux et priorités nationales des pays et d'un atelier sur l'harmonisation des programmes de la deuxième DDIA et de la deuxième Décennie des transports et des communications en Afrique.

15. Le représentant de la CEA a informé la réunion des résultats des travaux de la vingt-septième session de la Commission (dix-huitième réunion de la Conférence des ministres de la CEA), tenue à Addis-Abeba du 20 au 24 avril 1992, et relatifs au programme de la Décennie. La Conférence a notamment souligné l'importance qu'il y avait à mobiliser les ressources intérieures pour la mise en oeuvre de la deuxième Décennie, à intégrer les programmes de la DDIA aux niveaux national et sous-régional, à encourager la participation du secteur privé, et à coordonner les deux Décennies de l'industrie et des transports et communications au moyen de l'élaboration d'un Plan d'action.

16. Enfin, le représentant de la CEA a indiqué que la Conférence des Ministres de la CEA a adopté la décision Dec.2(XIII) qui recommande l'adoption par la 47ème session de l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, du programme de la DDIA-II, et l'allocation de ressources adéquates à la CEA pour les activités de soutien aux Etats membres dans l'exécution du programme. La Conférence des ministres de la CEA a également entériné la résolution 1(X) de la 10ème réunion de la CMAI sous la cote 739(XXVII), en vue de sa transmission au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale.

17. Dans le cadre de ses activités pour la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie, le Directeur général adjoint de l'ONUDI, M. Louis Alexandrenne, a informé la réunion des différentes actions en cours dans le cadre de la mise en oeuvre du programme pour la période biennale 1992-1993, à savoir:

(a) la révision, l'édition, la reproduction et la distribution du programme de la deuxième Décennie;

(b) la finalisation et la révision des programmes nationaux de la deuxième DDIA conformément aux décisions de la dixième réunion de la CMAI;

(c) l'organisation de la onzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie en consultation avec le Gouvernement de l'Ile Maurice;

(d) l'organisation d'une réunion consultative de haut niveau sur le financement du programme de la deuxième DDIA, réunion devant regrouper les principales institutions financières internationales et régionales et d'aide au développement, telles que la BIRD, le PNUD, la BAD, la BADEA, etc, prévue en juin/juillet 1992 à Vienne;

(e) l'organisation de réunions sous-régionales de mise à jour des programmes, de réunions de donateurs et des fora d'investissement industriel. Quatre réunions sous-régionales de mise à jour de programmes et quatre réunions de promotion

préparer un Plan d'action d'harmonisation des deux décennies. Ce plan d'action sera présenté à la 11ème réunion de la CMAI et à la prochaine réunion de la Conférence des ministres africains des transports, pour être ensuite examiné par la Conférence des ministres de la CEA à sa dix-neuvième réunion. Il a été proposé que l'élaboration du plan d'action doit tenir compte des expériences des pays où des efforts ont été faits pour harmoniser les secteurs de l'industrie et des transports. Il a été suggéré également que le projet de Plan d'action soit soumis pour avis aux membres du Comité des Dix.

(iii) Actualisation du programme sous-régional de la DDIA-II pour l'Afrique de l'Ouest

22. Conformément à la décision de la dixième réunion de la CMAI, le programme sous-régional de coopération industrielle pour la deuxième Décennie devra faire l'objet d'une mise à jour au cours d'une réunion à organiser par l'ONUDI qui dispose de ressources à cet effet. L'ONUDI envisage d'organiser deux réunions de ce genre en 1992, une pour la CEDEAO et l'autre pour les pays de la CEEAC. Par ailleurs, étant donné que la CEA envisage également d'organiser quatre réunions sous-régionales sur les projets régionaux au cours de la période biennale 1992-1993, la treizième réunion du Comité conjoint CEA/OUA/ONUDI a recommandé que ces réunions soient organisées de façon concertée. Le Comité conjoint a également demandé que l'actualisation du programme sous-régional de la deuxième Décennie pour l'Afrique de l'Ouest se fasse soit dans le cadre des réunions à organiser par l'ONUDI soit dans le cadre de celles à organiser par la CEA. L'ONUDI a confirmé que la réunion pour l'actualisation du programme sous-régional de la DDIA pour l'Afrique de l'Ouest est prévue en Côte d'Ivoire et qu'elle pourrait être suivie d'un forum de promotion des investissements.

(iv) Missions conjointes OUA/BAD/CEA/PNUD/ONUDI

23. La réunion s'est félicitée du projet d'envoi de missions conjointes OUA/BAD/CEA/PNUD auprès d'un certain nombre de pays donateurs. Il a été convenu qu'un membre du Bureau de la 10ème CMAI participe également à ces missions pour représenter les Etats membres et qu'elles soient élargies à d'autres bailleurs de fonds.

(v) Réunions de promotion des investissements/tables rondes de bailleurs de fonds

24. La 10ème réunion de la CMAI a mis l'accent sur la participation du secteur privé dans le processus d'industrialisation. Au vu du désengagement de l'Etat des activités de production industrielle, il a été souligné que les réunions de consultation sous-régionales sur les projets sous-régionaux doivent inclure également le secteur privé. Il est donc

les entreprises publiques et privées, les institutions financières, etc.

30. Il a été convenu que les Etats devraient fournir à la CEA et à l'ONUDI la liste de leurs projets à promouvoir, afin que ces derniers les soumettent aux réunions sous-régionales de promotion des investissements. A cet égard, il a été précisé que la CEA devrait informer les Etats concernés des réunions sous-régionales de promotion d'investissement qu'elle prévoit d'organiser.

(viii) Echange d'expériences dans les approches de promotion des projets industriels

31. Au cours des débats, les délégués ont fait ressortir la nécessité d'échanger les expériences de promotion de projets industriels entre les pays africains. En particulier, les expériences des associations et organismes publics et privés de développement devraient être partagées. Il a été proposé qu'au niveau sous-régional, un mécanisme de vulgarisation des expériences des uns et des autres soit établi.

VI. PROPOSITION SUR LE FONCTIONNEMENT DU COMITE DES DIX (point 4 de l'ordre du jour)

32. Un projet de mécanisme de suivi de l'exécution de la DDIA, en particulier le fonctionnement du Comité des Dix, a été présenté par le représentant du Sénégal. La réunion a trouvé que le projet constituait une bonne base et a apporté des amendements. En outre, la réunion a insisté sur l'importance d'impliquer le secteur privé aux niveaux national, sous-régional et régional, au mécanisme de suivi. Il a été également souligné que le programme de la DDIA n'est pas uniquement une liste de projets, mais un ensemble cohérent de programmes et de projets industriels qui touche à l'harmonisation des politiques économiques au niveau sous-régional, à la privatisation, à la création d'un environnement favorable aux investissements, à la promotion industrielle, au marketing, etc. Il faudra dès lors associer toutes les structures disponibles dans la mise en oeuvre du programme: chambres de commerce, secteur privé et autres acteurs. A cette fin, il a été proposé de reproduire les programmes nationaux afin d'en faire la plus large diffusion possible auprès des opérateurs économiques africains, des sources de financement, et des organismes d'assistance technique, etc.

33. La version amendée du projet du fonctionnement du Comité des Dix est annexée (Annexe 1) à ce rapport.

34. Dans le fonctionnement du Comité des Dix, deux aspects ont retenu l'attention des délégués, à savoir:

(i) La périodicité des réunions du Comité des Dix

devrait avoir lieu à Dakar (Sénégal) et qu'elle serait suivie par celle du Bureau de la CMAI dans la 3ème semaine du mois d'octobre.

QUESTIONS DIVERSES (point 5 de l'ordre du jour)

43. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le représentant de l'ONUDI a informé la réunion des questions suivantes figurant à l'ordre du jour de la 9ème session du Conseil de développement industriel de l'ONUDI:

i) le paiement des arriérés de cotisations au budget de l'ONUDI

44. Pour certains pays africains ces arriérés datent de 1986. Le montant total des arriérés dus à l'ONUDI s'élève à 71 millions de dollars des Etats-Unis. Si elle devait durer, cette situation aurait des repercussions défavorables sur le financement de la DDIA et le droit de vote des pays concernés.

ii) étude sur la structure de l'industrie mondiale considérée dans une perspective à long terme

45. Cette étude demandée par l'Assemblée générale des Nations Unies permettrait de situer la place de l'Afrique dans l'industrie mondiale et de tenir compte de ses implications dans la programmation des actions à court et à moyen terme, notamment pour éviter la marginalisation de l'Afrique. Le coût de l'étude est estimé à deux millions de dollars des Etats-Unis, ce qui illustre l'importance des questions à traiter.

iii) le programme des Directeurs de l'ONUDI par Pays (DOP)

46. Le programme des DOP est un outil très important du programme d'assistance de l'ONUDI aux pays en voie de développement, en particulier à l'Afrique. L'objectif initial arrêté était de 50 postes mais après plus de 10 ans, seuls 37 postes ont été créés. Il est nécessaire de faire des efforts pour financer des postes non pourvus.

IX ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DES TRAVAUX (point 6 de l'ordre du jour)

47. Le rapport de la réunion des Experts a été présenté par le rapporteur, le représentant de l'Algérie. Après examen du rapport et après y avoir apporté quelques amendements, la réunion a adopté le rapport.

48. Le Président de séance a ensuite déclaré clos, à 19h30, les

PROJET DE MECANISMES DE SUIVI DE L'EXECUTION DE LA DDIA

Niveaux	Actions	Missions	Activités
1. National	<p>Création d'un Comité national de suivi</p> <p>Membres: Direction chargée des industries,</p> <p>Direction chargée de la planification, institutions de financement et de promotion des investissements/des échanges commerciaux, organisations patronales privées,...</p>	<p>- Veiller à la bonne exécution du programme national de la DDIA-II</p>	<ul style="list-style-type: none"> - suivi de l'exécution du programme national - actualisation et évaluation périodiques du programme avec la participation du privé - identification de promoteurs de projets - évaluation de l'assistance à apporter selon les cas, aux promoteurs: en termes de: <ul style="list-style-type: none"> . financement d'études . constitution de fonds propres . participation de tiers au capital . recherche de partenaires techniques . recherche de partenaires commerciaux . élaboration et suivi des requêtes d'assistance adressées à l'ONUDI et à la CEA . suivi de l'exécution des projets . élaboration de comptes rendus périodiques d'activité à l'intention du comité sous-régional de suivi de la DDIA-II . diffusion des programmes nationaux de la DDIA-II

3. Régional	<p>Création du Comité des 10</p> <ul style="list-style-type: none"> - Afrique du Nord: 2 Etats dont 1 membre du Bureau de la CMAI - Afrique de l'Ouest: 2 Etats dont 1 membre du Bureau de la CMAI - Afrique Australe: 2 Etats dont 1 membre du Bureau de la CMAI - Afrique centrale: 2 Etats dont 1 membre du Bureau de la CMAI - Afrique de l'Est: 2 Etats dont 1 membre du Bureau de la CMAI 	<p>Contrôler la réalisation du programme de la DDIA. Il et en assurer le suivi</p> <p>Rendre compte au Bureau de la Conférence des ministres africains de l'industrie</p>	<p>- réunions périodiques pour évaluation des rapports d'activité des comités sous-régionaux</p> <p>- présentation à la CMAI d'un rapport consolidé sur la réalisation du programme de la DDIA.</p> <p>- suivi de la préparation et de l'application du protocole industriel du traité créant la Communauté économique africaine</p>
-------------	--	---	--

LISTE DES PARTICIPANTS

ALGERIE

M. Mohamed AMROUSSI Directeur
Ministère de l'Industrie
Alger, Algérie

M. Amor FRITAH Premier Secrétaire
Ambassade d'Algérie
Dakar, Sénégal

GABON

M. Mouélé Auguste MOMBO Premier Conseiller
Ambassade du Gabon
Dakar, Sénégal

SENEGAL

M. Souty TOURE Directeur de Cabinet du Ministre
de l'industrie, du commerce et de
l'artisanat

M. T. KANE Conseil national du Patronat

M. Codou SAMB Administration Zone Franche Ind.

M. Oumar KANDJI Ministère de l'Intégration économique
africaine

M. Hamadi Bocar SY MDRH- UPA
Ministère du développement rural et
de l'Hydraulique, Unité de
politique agricole

M. Hady Mamadou LY Directeur général de la SONEPI